

# Le guide du brevet unitaire

Obtention, maintien en vigueur et gestion des brevets unitaires

2<sup>e</sup> édition Avril 2022

# Le guide du brevet unitaire

# Obtention, maintien en vigueur et gestion des brevets unitaires

2<sup>e</sup> édition Avril 2022

## Table des matières

Αv	ant	-propos	5
Α.	PA	RTIE GÉNÉRALE	7
	I.	Introduction	7
	II.	Cadre juridique	8
		Les deux règlements de l'Union européenne adoptés au titre de la coopération renforcée	8
		"États membres participants"	
		Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (AJUB)	
		•	
	III.	Brevet unitaire : le concept  Architecture du brevet unitaire	
		Protection uniforme et effets identiques	
		Pour quels brevets européens et quand un effet unitaire peut-il être demandé ?	
		Champ d'application territorial d'un brevet unitaire	11
	IV.	Le brevet unitaire : une option supplémentaire qui renforce le système du brevet européen	12
	٧.	Avantages du brevet unitaire	13
	VI.	•	
		Introduction	
		Décisions de la division de la protection unitaire par brevet	16
В.	OE	STENTION D'UN BREVET UNITAIRE	
	I.	Conditions	17
	II.	Demande d'effet unitaire	
		Conditions de forme et délai	
		Informations obligatoires à fournir dans la demande d'effet unitaire	1 ზ
		règle 16(1)w) RPU)	19
		Traduction du brevet européen	20
	III.	Dépôt de la demande d'effet unitaire	
		Langue de la demande d'effet unitaire	
		Où et comment présenter la demande d'effet unitaire ?	
		Restitutio in integrum quant au délai d'un mois prévu pour la présentation de	22
		la demande d'effet unitaire	
		Retrait de la demande d'effet unitaire	
	IV.	Examen de la demande d'effet unitaire par l'OEB	
	٧.	Dépôt de pièces autres que la demande d'effet unitaire	
		Accusé de réception	24

C.	SY	STÈME DE COMPENSATION	25
	I.	Conditions d'obtention et procédure	25
	II.	Fausse déclaration	26
D.		XES ANNUELLES DUES AU TITRE DES BREVETS	27
	I.	Introduction	
	II.	Délai supplémentaire de six mois pour acquitter les taxes annuelles	
	III.	Spécificités concernant les premières taxes annuelles	
		Délai de sécurité de trois mois prévu à la règle 13(4) RPU	
E.	PU	BLICATIONS ET INSPECTION PUBLIQUE	31
	I.	Registre de la protection unitaire conférée par un brevet	31
	II.	Bulletin européen des brevets	31
	III.	Journal officiel de l'OEB	32
	IV.	Inspection publique et communication d'informations contenues dans les dossiers	32
	٧.	Pas de documents brevets supplémentaires pour les brevets unitaires	32
F.	AI	MMENT INSCRIRE DES TRANSFERTS, DES LICENCES NSI QUE D'AUTRES DROITS ET DÉPOSER DES ECLARATIONS RELATIVES À DES LICENCES DE DROIT	33
	I.	Transferts	33
	II.	Licences, autres droits et éventuelles mesures d'exécution forcée	34
	III.	Déclaration relative à des licences de droit	34
G.	LIN	TRES QUESTIONS DE PROCÉDURE : RÉGIME IGUISTIQUE, REPRÉSENTATION ET PAIEMENT DES	0.7
		XES	
	l. 	Régime linguistique	
	II. III.	Représentation devant l'OEB  Montant des taxes, modalités de paiement et remboursements	
		•	30
H.		DIES DE RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS DE L'OEB : RÔLE DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET	41
	I.	Introduction	
	II.	Révision préjudicielle par l'OEB	41
	III.	Action accélérée contre une décision de l'OEB conformément à la règle 97 RP-JUB : requête en annulation d'une décision de l'OEB de rejet d'une demande d'effet unitaire	41
MF	SU	RES TRANSITOIRES	43

## **Avant-propos**

"Le Guide du brevet unitaire" vise à donner aux entreprises, aux inventeurs ainsi qu'à leurs mandataires une vue d'ensemble de la procédure à suivre pour obtenir un brevet unitaire auprès de l'Office européen des brevets (OEB), une fois que celui-ci a délivré un brevet européen sur la base des dispositions de la Convention sur le brevet européen (CBE). Il donne un aperçu pratique du nouveau système à l'intention des utilisateurs et fournit des informations utiles sur la manière d'obtenir un brevet unitaire, sans fixer de directives concernant l'exécution, par l'OEB, de tâches relatives au brevet unitaire.

Le présent guide traite également des procédures connexes relatives aux brevets unitaires, par exemple celles liées au système de compensation des coûts de traduction ou à l'inscription d'une déclaration concernant une licence de droit, et il présente les dispositions relatives au paiement des taxes annuelles afférentes aux brevets unitaires.

La procédure d'obtention d'un brevet européen classique est traitée quant à elle dans deux autres guides de l'OEB qui sont mis à jour régulièrement et s'intitulent respectivement "Comment obtenir un brevet européen - Guide du déposant" et "Guide euro-PCT" : procédure PCT devant l'OEB".

Il convient également de noter que si les termes "brevet européen à effet unitaire" et "protection unitaire conférée par un brevet" sont utilisés dans les textes juridiques pertinents, c'est le terme – synonyme – de "brevet unitaire" qui est généralement employé dans le présent guide, dans un souci de simplification.

Les éventuelles remarques et questions concernant le présent guide peuvent être adressées à la Direction 5.2.2, Affaires juridiques européennes et internationales, PCT (*international legal affairs* @epo.org).

## A. PARTIE GÉNÉRALE

#### I. Introduction

- Le présent guide donne un aperçu des dispositions applicables en matière d'obtention, de maintien en vigueur et de gestion des brevets unitaires. Il fournit en particulier des conseils pratiques visant à faciliter les démarches à accomplir. Cependant, il ne peut pas traiter des aspects détaillés ou des particularités de toutes les procédures relatives aux brevets unitaires et il ne constitue pas un commentaire officiel de la législation applicable.
- Le présent guide renvoie à diverses dispositions des deux règlements de l'Union européenne relatifs au brevet unitaire, à la Convention sur le brevet européen (dénommée ci-après la "CBE"), à la législation secondaire (règlement d'application relatif à la protection unitaire conférée par un brevet, dénommé ci-après le "RPU", et règlement relatif aux taxes pour la protection unitaire, dénommé ci-après le "RRT-PBU"), au Journal officiel de l'OEB (dénommé ci-après le "JO-OEB") et à l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (dénommé ci-après l'"AJUB"). Il est vivement recommandé de consulter les textes juridiques concernés et, si l'expérience requise vous fait défaut, de consulter un mandataire agréé près l'OEB.
- Les textes faisant foi des deux règlements de l'Union européenne et de la législation secondaire pertinente adoptée par le Comité restreint du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets ont été publiés au JO OEB 2013, 111 et 132, et au JO OEB 2016, A41, JO OEB 2022, A41 et A42.

JO OEB 2013, 111, et 132 JO OEB 2016, A41, JO OEB 2022, A41 et A42

- Le texte faisant foi de la CBE fait l'objet d'une publication distincte de l'OEB, intitulée la "Convention sur le brevet européen". Le lecteur pourra se reporter en outre aux décisions et communiqués publiés par l'OEB dans son Journal officiel et sur son site Internet (<u>www.epo.org</u>). Il est recommandé de toujours utiliser la dernière édition de ces textes ou de toute autre publication citée dans le présent quide.
- Le site Internet de l'OEB offre un accès en ligne aux principales sources du droit régissant le brevet unitaire, ainsi qu'à divers renseignements utiles. Des informations sur la juridiction unifiée du brevet (ci-après dénommée la "JUB") sont fournies sur le <u>site Internet</u> de cette dernière.

L'OEB publiera également des informations détaillées sur la législation secondaire qui est susceptible de s'appliquer aux brevets unitaires dans les États membres de l'Union européenne participant au système du brevet unitaire ("États membres participants"), en particulier sur les procédures nationales permettant aux titulaires de brevets d'opter pour une validation nationale si leur demande d'effet unitaire est rejetée par l'OEB ou par la JUB.

#### II. Cadre juridique

Le dispositif du brevet unitaire comprend deux règlements de l'Union européenne, qui constituent le cadre juridique du brevet unitaire, et un accord international, à savoir l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (AJUB), qui institue la JUB.

## Les deux règlements de l'Union européenne adoptés au titre de la coopération renforcée

- En décembre 2012, le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen ont adopté deux règlements jetant les bases de la protection unitaire par brevet dans l'Union européenne, à savoir :
  - le <u>règlement (UE)</u> n° 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet (JO OEB 2013, 111 et Journal officiel de l'Union européenne, JO L 361, 31.12.2012, 1-8), et
  - le <u>règlement (UE) n° 1260/2012</u> du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction (JO OEB 2013, 132 et Journal officiel de l'Union européenne, JO L 361, 31.12.2012, 89-92).

#### "États membres participants"

- Les deux règlements susmentionnés mettent en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet (cf. décision 2011/1167/UE du Conseil). La coopération renforcée est une procédure autorisant au moins neuf États membres de l'Union européenne, dénommés "États membres participants", à coopérer pour parvenir à une plus grande intégration dans un domaine donné, dans le cadre des structures de l'Union européenne, sans que les États membres non participants y soient associés. La coopération renforcée est régie par l'article 20 du Traité sur l'Union européenne et les articles 326 à 334 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
- En ce qui concerne le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, les États membres participants sont tous les États membres de l'Union européenne, moins l'Espagne et la Croatie. Ces deux États sont libres de s'y joindre à l'avenir, conformément à la procédure exposée à l'article 331(1) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Il y a lieu de noter que le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union européenne le 31 janvier 2020 et qu'il n'est donc plus un État membre participant. Une liste de tous les États membres de l'Union européenne.
- Les deux règlements de l'Union européenne sont en vigueur depuis le 20 janvier 2013. Ils ne seront toutefois applicables qu'à compter de la date d'entrée en vigueur de l'AJUB.

#### Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (AJUB)

L'AJUB est la troisième composante du dispositif du brevet unitaire. En février 2013, 25 États membres de l'Union européenne ont signé l'AJUB (publié au JO OEB 2013, 287). Ces États peuvent ratifier cet accord conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives. En outre, l'adhésion à l'AJUB est ouverte à tout autre État membre de l'Union européenne. Elle n'est pas ouverte aux États non membres de l'Union européenne. À ce jour, tous les États membres de l'Union européenne sauf la Croatie, la Pologne et l'Espagne ont signé l'accord. Le Royaume-Uni a retiré sa ratification de l'AJUB. Vous trouverez des informations détaillées relatives à la ratification de l'AJUB sur le site Internet du Conseil européen.

JO OEB 2013, 287

La juridiction unifiée du brevet est une juridiction commune à tous les États membres parties à l'AJUB et, par conséquent, fait partie de leur système juridictionnel. Elle aura une compétence exclusive pour les brevets unitaires et pour les brevets européens "classiques" validés dans un ou plusieurs de ces États. La JUB permet aux titulaires de brevets d'éviter les coûts élevés, ainsi que les risques et la complexité considérables qui résultent de litiges multiples engagés auprès de différentes juridictions. Composée de juges spécialisés et hautement qualifiés (y compris des juges qualifiés sur le plan technique), elle établira une jurisprudence harmonisée et augmentera la sécurité juridique.

Article 83 AJUB

- 12 En ce qui concerne les brevets européens classiques, la compétence exclusive de la JUB est toutefois soumise à des exceptions pendant une période transitoire de sept ans, qui peut être prolongée jusqu'à sept ans supplémentaires. Pendant cette période, une action en contrefaçon ou en nullité peut encore être engagée devant des juridictions nationales (article 83(1) AJUB). De plus, un titulaire ou un demandeur de brevet européen délivré ou demandé avant la fin de la période transitoire a la possibilité de décider de déroger à la compétence de la JUB pour le brevet ou la demande en question ("opt out") en notifiant sa décision au greffe de la JUB (et non à l'OEB), à moins qu'une action n'ait déjà été engagée devant cette juridiction (article 83(3) AJUB). Il est également possible de retirer cette dérogation à tout moment, à moins qu'une action n'ait déjà été engagée devant une juridiction nationale (article 83(4) AJUB). De plus, la possibilité de faire usage de cette dérogation sera disponible avant même l'entrée en vigueur de l'AJUB ("sunrise period"). Il convient de noter cependant que la possibilité de faire usage de la dérogation ou d'engager une action devant une juridiction nationale pendant la période transitoire n'est pas disponible pour le brevet unitaire.
- Les jugements de la juridiction unifiée du brevet ont une portée réellement paneuropéenne : ils produisent leurs effets sur le territoire de l'ensemble des États membres ayant ratifié l'AJUB. Cette juridiction n'a pas compétence pour les brevets nationaux. De plus amples informations sur l'AJUB et la possibilité de faire usage de la dérogation sont fournies sur le *site Internet de la JUB*.
- La JUB a également compétence pour les décisions prises par l'OEB dans l'exercice des tâches visées à <u>l'article 9 du règlement (UE)</u> n° 1257/2012. L'OEB est lié par les décisions de la JUB concernant les actions introduites au titre de <u>l'article 32(1)i</u>) AJUB (règle 1(1) RPU).

Article 32(1)i) AJUB Règle 1(1) RPU

#### Législation secondaire

Les deux textes législatifs suivants, qui ont été adoptés par le Comité restreint du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets, complètent la mise en œuvre du système de protection unitaire par brevet et sont d'une importance fondamentale pour ses utilisateurs.

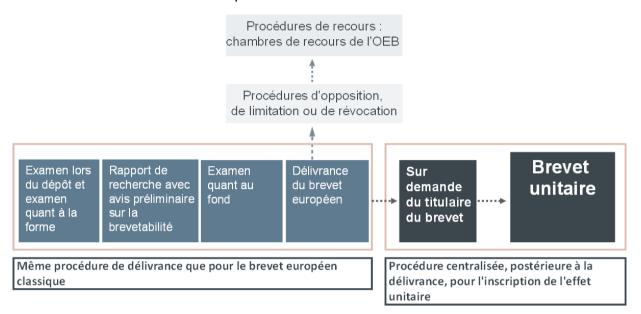
- Le règlement d'application relatif à la protection unitaire conférée par un brevet (ci-après dénommé "RPU") définit en détail toutes les procédures que l'OEB doit conduire en vertu des deux règlements de l'Union européenne susmentionnés, et prévoit la mise en place, à l'OEB, d'une division de la protection unitaire par brevet (cf. JO OEB 2022, A41).
- La plupart des dispositions du RPU ont trait à la demande d'effet unitaire, à savoir la procédure d'obtention d'un brevet unitaire auprès de l'OEB. Le RPU inclut également des dispositions importantes sur le système de compensation des coûts de traduction, les licences de droit, les taxes annuelles et l'extinction d'un brevet. Le RPU porte également création du Registre centralisé de la protection unitaire conférée par un brevet et indique les mentions à inscrire dans celui-ci. Enfin, il contient (ou renvoie à) des dispositions générales de procédure qui sont reprises en grande partie de la CBE et de son règlement d'exécution et qui sont applicables par analogie.
- Le <u>Règlement relatif aux taxes</u> pour la protection unitaire (dénommé ci-après "RRT-PBU") fixe les montants de l'ensemble des taxes et redevances à acquitter à l'OEB par le titulaire d'un brevet unitaire et les modalités de paiement correspondantes (cf. <u>JO OEB 2022, A42</u>). Il arrête également le montant de la compensation des coûts de traduction versée par l'OEB aux titulaires de brevet qui y ont droit. Les dispositions les plus importantes du règlement relatif aux taxes au titre de la CBE sont applicables de la même manière au brevet unitaire, en particulier celles régissant les modalités de paiement à l'OEB.

#### III. Brevet unitaire: le concept

#### Architecture du brevet unitaire

- Le brevet unitaire est un "brevet européen à effet unitaire", à savoir un brevet européen qui a été délivré par l'OEB conformément aux règles et aux procédures instituées par la CBE, et auquel un effet unitaire est conféré, après la délivrance, pour le territoire des États membres participants si son titulaire en fait la demande.
- Le système du brevet unitaire s'appuie sur la CBE. Cela signifie que la phase préalable à la délivrance est exactement la même que pour les brevets européens. Un demandeur dépose une demande de brevet européen auprès de l'OEB afin d'obtenir la délivrance d'un brevet européen pour une partie ou la totalité des États parties à la CBE. L'OEB examine cette demande conformément à la CBE et délivre un brevet européen si elle satisfait à toutes les conditions de forme et de fond en matière de brevetabilité.

Les États membres participants ont confié à l'OEB certaines tâches administratives dans le domaine des brevets unitaires, en particulier la gestion des demandes d'effet unitaire. Après la délivrance d'un brevet européen, une procédure distincte d'obtention d'un brevet unitaire peut être engagée auprès de l'OEB (cf. points 44 s.). Moins complexe et beaucoup plus économique que le système existant de validation au niveau national, elle offre une nouvelle alternative avantageuse pour les titulaires de brevets européens.



#### Protection uniforme et effets identiques

Si toutes les conditions sont remplies, l'OEB inscrit l'effet unitaire pour le brevet européen concerné. Le brevet a alors un caractère unitaire, ce qui signifie qu'il assure une protection uniforme et produit des effets identiques dans tous les États membres participants. Il ne peut être limité, transféré, ou révoqué ou s'éteindre qu'à l'égard de tous les États membres participants. Il peut faire l'objet d'un contrat de licence pour tout ou partie des territoires des États membres participants.

Article.4(2). du règlement (UE) n° 1257/2012 Article.5 du règlement (UE) n° 1257/2012

## Pour quels brevets européens et quand un effet unitaire peut-il être demandé ?

L'effet unitaire peut être demandé pour tout brevet européen délivré à partir de la date d'application des <u>règlements (UE) n° 1257/2012</u> et <u>n° 1260/2012</u>, lesquels seront applicables à compter de la date d'entrée en vigueur de l'AJUB. L'OEB annoncera cette date sur son site Internet.

Article 18(6) du règlement (UE) n° 1257/2012

#### Champ d'application territorial d'un brevet unitaire

Un brevet unitaire couvre les territoires des États membres participants dans lesquels l'AJUB produit ses effets à la date d'inscription de l'effet unitaire par l'OEB.

Articles 2a) et 18(2) du règlement (UE) n° 1257/2012

- Cela signifie que, même si 25 États membres de l'Union européenne participent actuellement au système du brevet unitaire, un brevet pour lequel l'effet unitaire est inscrit dès le début ne couvrira pas les 25 territoires correspondants, puisque certains États n'auront pas encore ratifié l'AJUB. Une liste des États membres de l'UE dans lesquels l'AJUB est entré en vigueur figure sur le site Internet de l'OEB. Il convient également de consulter le <u>site Internet du Conseil de l'Union européenne</u> pour se tenir informé de l'état d'avancement des ratifications de l'AJUB.
- Il est également probable que les ratifications de l'AJUB qui n'auront pas encore été effectuées se feront non pas toutes en même temps, mais successivement. Il y aura donc différentes générations de brevets unitaires avec une couverture territoriale différente. La couverture territoriale d'une génération donnée de brevets unitaires restera la même pour toute la durée de vie des brevets concernés, indépendamment de la participation de tout autre État membre de l'UE à la coopération renforcée et des ratifications de l'AJUB qui interviendront après la date d'inscription de l'effet unitaire. En d'autres termes, la couverture territoriale d'un brevet unitaire donné ne sera pas étendue à d'autres États membres qui ratifieront l'AJUB après l'inscription de l'effet unitaire par l'OEB.
- Les États membres participants qui sont couverts par un brevet unitaire donné seront mentionnés dans le Registre de la protection unitaire conférée par un brevet (règle 16(1)g) RPU), ainsi que dans la notification par laquelle l'OEB informe le demandeur de la date d'inscription de l'effet unitaire (règle 7(1) RPU). Le champ d'application territorial de chaque brevet unitaire sera donc clairement visible et pourra être facilement établi.

Article 18(2) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 16(1)g) RPU

## IV. Le brevet unitaire : une option supplémentaire qui renforce le système du brevet européen

- La réforme du système du brevet européen a pour objectif, via la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, d'offrir aux entreprises une alternative plus simple au système actuel et d'introduire une procédure plus économique de protection par brevet et de règlement des litiges.
- Le brevet unitaire offre une option supplémentaire pour obtenir une protection par brevet en Europe. Elle est disponible parallèlement aux deux options existantes, à savoir la procédure nationale et le brevet européen classique.
- Ceux qui préfèrent demander une protection dans certains États parties à la CBE ont toujours la possibilité de déposer des demandes de brevet auprès de leurs offices de brevets respectifs. De même, un brevet européen peut toujours être validé dans un ou plusieurs États parties à la CBE.

De plus, un brevet unitaire peut être combiné à un brevet européen classique : il est ainsi possible d'obtenir un brevet unitaire et de valider de surcroît le brevet européen dans les États parties à la CBE dont le territoire n'est pas couvert par le système du brevet unitaire, soit parce qu'ils ne sont pas membres de l'Union européenne, soit parce qu'ils sont des États membres de l'Union européenne qui ne participent pas à la coopération renforcée relative à la protection unitaire conférée par un brevet, soit encore parce qu'il s'agit d'États membres de l'Union européenne qui participent à la coopération renforcée mais qui n'ont pas encore ratifié l'AJUB ou n'y ont pas encore adhéré.

#### V. Avantages du brevet unitaire

- Le but principal du brevet unitaire est de compléter la procédure préalable à la délivrance, centralisée, par une procédure postérieure à la délivrance, elle aussi centralisée, pour laquelle l'OEB fait office de guichet unique pour l'administration du brevet unitaire, à savoir en ce qui concerne l'obtention, le maintien en vigueur et la gestion du brevet unitaire. Un brevet unitaire offre une protection territoriale étendue et uniforme, ainsi qu'un niveau de taxes annuelles favorable aux entreprises. Il présente donc un meilleur rapport prestations/prix, tout en permettant une simplification et une réduction correspondante des coûts.
- De plus, dans le cadre du système actuel, les entreprises peuvent avoir à mener des actions en justice parallèlement dans tous les pays où leur brevet européen est validé. Ces procédures engagées auprès de multiples juridictions sont très coûteuses et complexes, et peuvent représenter une source d'insécurité juridique. La JUB, en tant que juridiction commune aux États membres participants, traitera à un niveau centralisé ces litiges, et ce à la fois pour les brevets unitaires et les brevets européens classiques. Cela facilitera le développement d'une jurisprudence cohérente et augmentera la sécurité juridique. Il s'agit d'un pas en avant important vers la **réduction de la fragmentation du système**.
- Un brevet unitaire permet aux inventeurs d'obtenir une **protection étendue sur le plan territorial et uniforme** dans les États membres participants. Le terme de "protection uniforme" renvoie au fait que l'étendue et les limitations du droit conféré par un brevet unitaire, ainsi que les voies de droit disponibles sont les mêmes pour tous les États membres participants.
- Au lieu de valider leur brevet européen dans plusieurs États dans le cadre d'une procédure administrative qui peut être coûteuse, prendre du temps et s'avérer complexe, le titulaire du brevet peut obtenir un brevet unitaire en présentant une demande unique auprès de l'OEB. Comme l'explique le présent guide plus en détail, la procédure d'obtention d'un brevet unitaire est une procédure très simple et directe, qui est entièrement gratuite.

- 35 Le brevet unitaire permet de **simplifier** le système du brevet européen et de diminuer de manière considérable les coûts d'obtention d'une protection par brevet dans les États membres participants. En optant pour le brevet unitaire, il n'est plus nécessaire de satisfaire aux exigences en matière de validation dans les États membres participants, lesquelles sont à l'origine de coûts élevés. Ces coûts peuvent être considérables notamment dans le cas où un brevet européen est validé dans plusieurs États membres participants, et comprennent traditionnellement les coûts de traduction occasionnés par les validations et les taxes de publication percues par les divers offices nationaux de brevets, ainsi que les honoraires facturés par les conseils ou d'autres prestataires de services au niveau local. En comparaison, il n'est pas nécessaire, pour le brevet unitaire, de faire appel à différents conseils, mandataires ou prestataires de services au niveau local.
- De plus, dans le cadre du système actuellement fragmenté, plusieurs taxes annuelles d'un montant variable et dans des monnaies différentes doivent être payées à différents offices nationaux de brevets soumis à des exigences juridiques différentes. Le titulaire d'un brevet unitaire verse à l'OEB une seule taxe annuelle, dans une seule monnaie (à savoir l'euro) et sur la base d'un seul régime juridique en ce qui concerne les délais et les modes de paiement admis. Cela représente une simplification importante pour les utilisateurs.
- Le montant des taxes annuelles est très avantageux et favorable aux entreprises, puisqu'il est fixé à un niveau équivalant aux taxes annuelles cumulées des quatre premiers pays parmi les États membres participants où les brevets européens classiques étaient le plus fréquemment validés au moment de son adoption. Le total des taxes à acquitter pendant les dix premières années, à savoir pendant la durée de vie moyenne d'un brevet, est inférieur à 5 000 EUR. De plus, les titulaires de brevet qui déposent auprès de l'OEB une déclaration relative à une licence de droit peuvent obtenir une réduction de 15 % du montant des taxes annuelles.
- Toute comparaison entre les coûts afférents à un brevet unitaire et ceux afférents à un brevet européen doit tenir compte non seulement du montant des taxes annuelles, mais aussi des coûts générés par la validation et le maintien en vigueur d'un brevet européen classique. Il découle d'une telle comparaison qu'un brevet unitaire sera beaucoup moins cher qu'un brevet européen validé et maintenu en vigueur dans quatre pays. Par conséquent, l'avantage offert par le brevet unitaire en termes de rapport coût/efficacité augmente au fur et à mesure que s'accroît le nombre de pays où un brevet européen classique aurait été validé.

#### Taxes annuelles afférentes au brevet unitaire

EUR		EUR
35	11 <sup>e</sup> année	1 460
105	12 <sup>e</sup> année	1 775
145	13 <sup>e</sup> année	2 105
315	14 <sup>e</sup> année	2 455
475	15 <sup>e</sup> année	2 830
630	16 <sup>e</sup> année	3 240
815	17 <sup>e</sup> année	3 640
990	18 <sup>e</sup> année	4 055
1 175	19 <sup>e</sup> année	4 455
	20 <sup>e</sup> année	4 855
	35 105 145 315 475 630 815 990	35 11° année 105 12° année 145 13° année 315 14° année 475 15° année 630 16° année 815 17° année 990 18° année

 Surtaxe pour retard de paiement d'une taxe annuelle = 50 % de la taxe annuelle payée en retard (article 2(1), point 2, RRT-PBU) Article 2(1), point 2, RRT-PBU

 Réduction de 15 % de la taxe annuelle si le titulaire du brevet a déposé une déclaration devant l'OEB qui accorde une licence de droit (articles 8(1) et 11(3) du règlement (UE) n° 1257/2012, règle 12(1) RPU, article 3 RRT-PBU) Articles 8 et 11(3) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 12(1) RPU Article 3 RRT-PBU

- Un brevet unitaire offre aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'à d'autres petites entités, qui ne disposent généralement que de ressources limitées, un moyen plus simple et plus économique d'accéder à une protection étendue et uniforme pour leurs inventions. Un avantage spécifique est le **système de compensation**, qui réduit les coûts de traduction supportés par les PME, les personnes physiques, les organisations sans but lucratif, les universités et les organismes de recherche publics et prévoit à cette fin le versement en leur faveur d'une somme forfaitaire de 500 EUR (cf. points 75 s.).
- Enfin, s'agissant de la **gestion d'un brevet unitaire**, il n'est plus nécessaire d'inscrire pays par pays, aux registres nationaux des brevets, les transferts, licences et autres droits. Il suffit de faire inscrire la mention correspondante au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet, qui est administré à un niveau centralisé par l'OEB (cf. points 114 et 118). Il en va de même pour les déclarations concernant des licences de droit (cf. point 123). Cela réduit considérablement la complexité sur le plan administratif, puisque l'OEB applique un seul régime juridique, y compris en ce qui concerne le type de documents et de preuves requis. Il en résulte également une diminution des coûts correspondants, comme les taxes d'administration ou les frais occasionnés par le recours à de multiples mandataires locaux.

#### VI. Division de la protection unitaire par brevet à l'OEB

#### Introduction

Une "division de la protection unitaire par brevet " a été créée à l'OEB en tant qu'instance spéciale chargée du brevet unitaire. Elle a compétence pour accomplir toutes les tâches supplémentaires de l'OEB relatives aux brevets unitaires qui sont mentionnées à l'article 9(1) du règlement (UE) n° 1257/2012 et qui sont confiées à l'OEB en vertu de la règle 1(1) RPU par les États membres participants.

Article 143(2) CBE Règle 4 RPU Les instances de l'OEB chargées des procédures instituées par la CBE, à savoir les divisions de la recherche, d'examen et d'opposition, ainsi que les chambres de recours, n'auront pas compétence pour le brevet unitaire. En particulier, les actions contre les décisions de la division de la protection unitaire par brevet devront être engagées devant la JUB (cf. <u>articles 32(1)i)</u> et <u>47(7) AJUB</u>) et non devant les chambres de recours de l'OEB.

Article 32(1)i) AJUB Article 47(7) AJUB

#### Décisions de la division de la protection unitaire par brevet

Les décisions de la division de la protection unitaire par brevet sont rendues par un membre juriste. Le Président de l'OEB peut toutefois confier à des agents qui ne sont pas des membres juristes des tâches incombant à la division de la protection unitaire par brevet et ne présentant aucune difficulté juridique particulière.

Règle 4(3) RPU Règle 4(4) RPU

#### B. OBTENTION D'UN BREVET UNITAIRE

#### I. Conditions

L'inscription de l'effet unitaire pour un brevet européen est assujettie à la condition selon laquelle le brevet européen doit avoir été délivré avec le même jeu de revendications pour les 25 États membres participants (article 3(1) ensemble considérant 7 du règlement (UE) n° 1257/2012; règle 5(2) RPU). Cette condition doit être remplie indépendamment du nombre d'États membres participants dans lesquels l'AJUB sera entré en vigueur à la date d'inscription de l'effet unitaire par l'OEB (cf. point 23). Il est donc important de ne pas retirer la désignation de l'un quelconque des 25 États membres participants, car l'obtention d'un brevet unitaire serait autrement exclue. De plus, un brevet européen ne doit pas contenir un jeu de revendications différent pour un ou plusieurs États membres participants (cf. règle 138 CBE), puisque là aussi, l'OEB ne pourrait pas inscrire l'effet unitaire (règle 5(2) RPU).

Article 3(1) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 5(2) RPU Règle 138 CBE

#### II. Demande d'effet unitaire

#### Conditions de forme et délai

Pour ce qui est de la procédure d'obtention d'un brevet unitaire, le titulaire d'un brevet européen doit présenter par écrit auprès de l'OEB une demande formelle, dénommée "demande d'effet unitaire" (règle 5(1) RPU). Il est fortement recommandé d'utiliser à cet égard le formulaire 7000 de l'OEB prévu à cet effet. La demande doit être présentée au plus tard un mois après la publication au Bulletin européen des brevets de la mention de la délivrance du brevet européen (cf. article 9(1)g) du règlement (UE) n° 1257/2012; règle 6(1) RPU, article 97(3) CBE). Il convient de souligner que ce délai n'est pas prorogeable (cf. point 67 en ce qui concerne la procédure applicable pour remédier à l'inobservation de ce délai). Le demandeur doit être le titulaire du brevet mentionné dans le Registre européen des brevets à la date de la présentation de la demande d'effet unitaire ou, au plus tard, à la date d'inscription de l'effet unitaire.

Article 9(1)g) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 6(1) RPU Article 97(3) CBE

La demande doit être **signée en bonne et due forme**. Lorsqu'un mandataire est constitué, la demande peut être signée par lui. Si elle est signée au nom d'une personne morale, il y a lieu de préciser la fonction du signataire au sein de la personne morale. Si la demande est déposée à l'aide du dépôt en ligne, la signature peut revêtir plusieurs formes : image en fac-similé, signature alphanumérique ("text string signature") ou signature électronique avancée. La signature d'une demande déposée à l'aide du dépôt en ligne 2.0 ou du service de dépôt par formulaire en ligne peut revêtir la forme d'une image en fac-similé ou d'une signature alphanumérique. Enfin, si la demande est présentée sur papier, il peut s'agir d'une signature manuscrite ou d'une reproduction de la signature du demandeur (pour les télécopies).

Règle 20(2)c) RPU Règle 50(3) CBE

- Si la demande d'effet unitaire est présentée sur papier, la demande elle-même doit être déposée en un exemplaire ; le récépissé de documents (page 4 du formulaire de demande d'effet unitaire) doit cependant être produit en trois exemplaires. Si la demande d'effet unitaire est déposée en ligne, aucun exemplaire supplémentaire n'est nécessaire.
- Une demande d'effet unitaire peut également être présentée dans le cas où un brevet européen a été délivré à plusieurs titulaires pour les mêmes États membres participants ou pour des États membres participants différents, dans la mesure où ledit brevet européen a été délivré avec le même jeu de revendications pour tous les États membres participants.
- En cas de pluralité de titulaires, la demande d'effet unitaire doit, de préférence, contenir la désignation d'un titulaire ou d'un mandataire comme représentant commun. Si la demande ne désigne pas de représentant commun, le demandeur cité en premier lieu dans la demande est réputé être le représentant commun. Toutefois, si un des demandeurs est soumis à l'obligation de désigner un mandataire agréé, ce mandataire est réputé être le représentant commun, à moins que le demandeur cité en premier lieu n'ait lui-même désigné un mandataire agréé (cf. règle 151(1) CBE, qui est applicable en vertu de la règle 20(2)) RPU).

Règle 20(2)I) RPU Règle 151(1) CBE

- La demande d'effet unitaire doit cependant être **signée** en bonne et due forme par tous les titulaires ou par leur(s) représentant(s) pour que le représentant commun soit habilité à agir au nom de tous les titulaires. Lorsqu'il y a pluralité de titulaires, il n'est pas nécessaire de les mentionner dans la demande d'effet unitaire dans le même ordre que dans la requête en délivrance (formulaire OEB 1001) ou le fascicule du brevet européen.
- Il convient de noter que lorsqu'un co-titulaire détient un brevet européen exclusivement pour un ou plusieurs États parties à la CBE qui ne sont pas couverts territorialement par le système du brevet unitaire (cf. point 23), il ne peut pas demander l'effet unitaire ni être désigné comme représentant commun. Tel sera par exemple le cas si le brevet européen est délivré à un co-titulaire soit exclusivement pour un ou plusieurs États parties à la CBE qui ne sont pas des États membres participants (comme la Suisse ou le Royaume-Uni), soit exclusivement pour un ou plusieurs États membres participants dans lesquels l'AJUB n'a pas pris effet. Par conséquent, ce co-titulaire ne doit pas être mentionné dans la demande d'effet unitaire.

## Informations obligatoires à fournir dans la demande d'effet unitaire

La demande d'effet unitaire doit contenir les informations suivantes (règle 6(2) RPU) :

a) les indications concernant le titulaire du brevet européen qui présente la demande, telles que prévues à la <u>règle 41(2)c) CBE</u>;

Règle 6(2) RPU

- b) le numéro du brevet européen auquel l'effet unitaire doit être conféré :
- si le demandeur a constitué un mandataire, les indications concernant le mandataire telles que prévues à la règle 41(2)d) CBE.

Indication volontaire d'un établissement à la date du dépôt de la demande de brevet européen (article 7(1)b) du règlement (UE) n° 1257/2012 et règle 16(1)w) RPU)

Outre les informations obligatoires spécifiées au point 52, une indication volontaire peut être fournie avec la demande d'effet unitaire concernant un établissement à la date du dépôt de la demande de brevet européen au sens de <u>l'article 7(1)b) du règlement</u> (UE) n° 1257/2012 (règle 16(1)w) RPU).

Article 7 du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 16(1)w) et x) RPU

"[E]n tant qu'objet de propriété, le brevet européen à effet unitaire est assimilé dans son intégralité et dans tous les États membres participants à un brevet national de l'État membre participant dans lequel ce brevet a un effet unitaire et où, conformément au registre européen des brevets :

- a) le demandeur avait son domicile ou son principal établissement à la date du dépôt de la demande de brevet européen ; ou
- b) lorsque le point a) ne s'applique pas, le demandeur avait un établissement à la date du dépôt de la demande de brevet européen."
- Il peut être utile d'avoir une indication, dans le Registre de la protection 54 unitaire conférée par un brevet (qui fait partie intégrante du Registre européen des brevets), concernant un "établissement à la date du dépôt" au sens du point b) ci-dessus (cf. règle 16(1)w) RPU) dans les cas où un demandeur, lorsqu'il dépose sa demande de brevet européen ou sa demande internationale au titre du PCT désignant ou élisant l'OEB (demande euro-PCT), n'avait pas son domicile ni son principal établissement dans l'un des États membres participants au sens du point a), par exemple s'il avait son domicile ou son principal établissement aux États-Unis d'Amérique ou en Suisse (cf. règle 16(1)x) RPU). L'indication d'un tel "établissement à la date du dépôt" est volontaire. Elle ne peut cependant être fournie qu'avec la demande d'effet unitaire. Si, dans le cas décrit ci-dessus, aucune information concernant un établissement n'est fournie avec la demande d'effet unitaire, le droit allemand s'appliquera pour ce qui est du régime applicable au brevet européen à effet unitaire comme objet de propriété, conformément à l'article 7(3) du règlement (UE)

Article 7 du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 16(1)w) et x) RPU

Afin d'éviter toute insécurité juridique, le titulaire du brevet européen doit veiller à fournir les informations correctes concernant un établissement au sens du point b) ci-dessus. Cet aspect joue un rôle important non seulement pour le titulaire du brevet, mais aussi pour les tiers, dans la mesure où des informations erronées peuvent avoir des conséquences juridiques néfastes pour eux.

Article 7 du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 16(1)w) RPU

#### Traduction du brevet européen

- La demande d'effet unitaire doit contenir en outre une **traduction** du brevet européen, telle qu'exigée à <u>l'article 6(1)</u> du règlement (UE) n° 1260/2012 :
- Article 6(1) du règlement (UE) n° 1260/2012 Règle 6(2)d) RPU
- Une traduction en anglais de l'intégralité du fascicule du brevet européen doit être produite, si la langue de la procédure est le français ou l'allemand.
- Une traduction de l'intégralité du fascicule du brevet européen dans une autre langue officielle de l'Union européenne doit être produite, si la langue de la procédure est l'anglais.
- Une traduction des revendications dans les deux langues officielles de l'OEB autres que la langue de la procédure aura déjà été déposée auprès de l'OEB à la fin de la procédure de délivrance au titre de la CBE. Ces traductions pourront être réutilisées, si bien que dans la pratique, une seule traduction supplémentaire, à savoir une traduction de la description, pourra tout au plus être nécessaire aux fins de la présentation de la demande d'effet unitaire.

Article 14(6) CBE Règles 71(3) et 71bis(1) CBE

- De même, lorsque la langue de la procédure est l'anglais, le titulaire du brevet qui décide de produire une traduction du fascicule du brevet européen dans une langue officielle de l'Union européenne autre que le français ou l'allemand pourra souvent utiliser une version adaptée d'un dépôt effectué en premier lieu auprès d'un office national de brevets. En outre, les titulaires de brevets qui choisissent de valider le brevet européen dans un État non couvert par le brevet unitaire qui exige une traduction du fascicule pourront également utiliser cette traduction.
- Une compensation des coûts de traduction peut être accordée aux PME, aux personnes physiques, aux organisations sans but lucratif, aux universités et aux organismes de recherche publics qui ont leur domicile ou leur siège dans un État membre de l'Union européenne. Pour pouvoir bénéficier de la compensation, ils doivent avoir déposé leur demande de brevet européen dans une langue officielle de l'Union européenne autre que l'allemand, l'anglais ou le français. Les critères à remplir pour bénéficier de la compensation sont exposés aux points 75 s.
- La traduction doit être établie sous une forme qui en permet la diffusion. Elle doit par conséquent être dactylographiée ou imprimée (cf. article 6(2) du règlement (UE) n° 1260/2012 et règle 50(2) CBE, qui est applicable, conformément à la règle 20(2)c) RPU).

Règle 20(2)c) RPU Règle 50(2) CBE

Le texte de la traduction n'a pas d'effet juridique et a uniquement un caractère informatif.

#### III. Dépôt de la demande d'effet unitaire

#### Langue de la demande d'effet unitaire

La demande d'effet unitaire doit être présentée dans la langue de la procédure au sens de <u>l'article 14(3) CBE</u> (article 9(1)g) du règlement (UE) n° 1257/2012; règle 6(2) RPU). Si la demande d'effet unitaire est présentée à l'aide du dépôt en ligne (eOLF) ou du dépôt en ligne 2.0, il est automatiquement satisfait à cette exigence. Si la demande d'effet unitaire est transmise par un service postal, par télécopie ou au moyen du service de dépôt par formulaire en ligne, il est recommandé d'utiliser le **formulaire 7000** de l'OEB, disponible sous forme **trilingue**, afin de se conformer en tout état de cause à cette exigence. Les points 128 à 130 ci-dessous donnent de plus amples explications sur les règles linguistiques applicables.

Article 9(1)g) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 6(2) RPU Article 14(3) CBE

#### Où et comment présenter la demande d'effet unitaire ?

- 63 La demande d'effet unitaire doit de préférence être présentée en ligne. Ce moyen de dépôt est non seulement fiable, efficace, sûr et rapide, mais il nécessite également moins de travail administratif et permet un allègement des tâches. L'OEB met à la disposition des utilisateurs trois outils gratuits pour présenter une demande d'effet unitaire en ligne : le formulaire 7000 a été intégré à la fois dans le dépôt en ligne (eOLF) et le dépôt en ligne 2.0. Pour le dépôt par formulaire en ligne, il est vivement recommandé d'utiliser le formulaire 7000 disponible sur le site Internet de l'OEB. Ces outils offrent de multiples fonctions et avantages. Le site Internet de l'OEB présente des descriptions détaillées des diverses options ainsi que des conseils pour effectuer son choix. De même, il fournit des informations sur d'autres services en ligne de l'OEB, comme le paiement des taxes en ligne, le Serveur de publication européen, My Files, la consultation sécurisée en ligne et le service Mailbox, ainsi que sur les avantages liés à leur utilisation.
- 64 La demande d'effet unitaire peut également être déposée par remise directe, par un service postal ou par télécopie, auxquels cas il est également vivement recommandé d'utiliser le formulaire 7000 et de le compléter après avoir lu attentivement la notice explicative. Il est important de dûment remplir le formulaire 7000 afin de fournir toutes les informations requises pour que la demande soit valable. Les demandes peuvent être présentées auprès de l'OEB à son siège (bâtiment "Isar") ou dans les bâtiments "Pschorrhöfe" à Munich, à son département à La Haye et à son agence à Berlin. En revanche, elles ne peuvent pas être déposées à son agence de Vienne et à son bureau à Bruxelles. Les adresses de l'OEB figurent sur le site Internet de l'OEB. Les demandes ne peuvent pas être présentées auprès du service central de la propriété industrielle ou des autres autorités compétentes d'un État partie à la CBE (cf. règle 6(1) RPU qui, contrairement à l'article 75(1) CBE, fait exclusivement mention de l'OEB).

Règle 6(1) RPU

#### Accusé de réception

- Il est accusé réception électroniquement, pendant la session de transmission, d'une demande d'effet unitaire présentée au moyen du dépôt en ligne (eOLF) ou du dépôt en ligne 2.0. Si le service de dépôt par formulaire en ligne est utilisé, un accusé de réception électronique sera affiché sur le site Internet une fois les fichiers transférés. Il est également possible de demander l'envoi de l'accusé de réception par courrier électronique.
- Lorsqu'une demande est remise par un service postal ou présentée par télécopie, à savoir sur papier, l'OEB en accuse réception immédiatement en retournant la page 4 de la demande d'effet unitaire, sur laquelle il note la date à laquelle il a reçu la demande, le numéro du brevet européen pour lequel l'effet unitaire a été demandé et les pièces jointes à ladite demande.

## Restitutio in integrum quant au délai d'un mois prévu pour la présentation de la demande d'effet unitaire

Si le délai de présentation de la demande d'effet unitaire - à savoir un mois après la publication de la mention de la délivrance du brevet européen au Bulletin européen des brevets (cf. règle 6(1) RPU) - n'a pas été observé, la restitutio in integrum peut être requise quant à ce délai d'un mois (cf. règle 22(1) RPU). Cependant, la requête en restitutio in integrum et la demande d'effet unitaire doivent être présentées dans un délai de deux mois à compter de l'expiration de ce délai d'un mois (cf. règle 22(2) et (3) RPU) et la taxe prescrite doit être acquittée dans ce même délai (article 2(2) RRT-PBU).

Règle 6(1) RPU Règle 22 RPU Article 2(2) RRT-PBU

#### Retrait de la demande d'effet unitaire

La demande d'effet unitaire peut être retirée dans la mesure où l'OEB n'a pas encore pris de décision à son sujet (cette décision pouvant être soit l'inscription de l'effet unitaire, soit le rejet de la demande).

#### IV. Examen de la demande d'effet unitaire par l'OEB

S'il est satisfait à l'exigence visée à la règle 5(2) RPU (brevet européen délivré avec le même jeu de revendications pour tous les États membres participants) et que la demande d'effet unitaire est conforme aux exigences de forme énoncées à la règle 6 RPU, l'OEB inscrit l'effet unitaire au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet et notifie au demandeur la date à laquelle cette inscription a été effectuée (cf. règle 7(1) RPU). Le brevet unitaire prend effet le jour de la publication de la mention de la délivrance du brevet européen dans le Bulletin européen des brevets (article 4(1) du règlement (UE) n° 1257/2012).

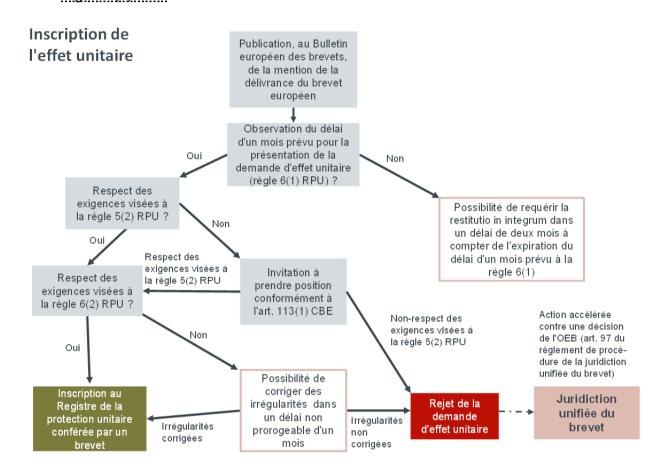
Article 4(1) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 5(2) RPU Règle 7(1) RPU

S'il est satisfait au délai d'un mois prévu à la <u>règle 6(1) RPU</u> et à l'exigence visée à la <u>règle 5(2) RPU</u>, mais que les exigences de forme énoncées à la <u>règle 6(2) RPU</u> ne sont pas toutes respectées, l'OEB invite le demandeur à s'y conformer dans un délai non prorogeable d'un mois (<u>règle 7(3) RPU</u>). Ce nouveau délai est exclu de la restitutio in integrum (cf. <u>règle 22(6) RPU</u>) et aucun moyen de recours n'est disponible. Par conséquent, s'il n'est pas satisfait aux exigences concernées dans ce délai, l'OEB rend une décision finale, rejetant la

Règle 5(2) RPU Règle 6 RPU Règle 7(3) RPU Règle 22(6) RPU demande d'effet unitaire, contre laquelle une action peut être engagée devant la JUB.

S'il n'est pas satisfait à l'exigence visée à la règle 5(2) RPU (brevet européen délivré avec le même jeu de revendications pour tous les États membres participants) ou que la demande d'effet unitaire n'est pas présentée dans le délai d'un mois prévu à la règle 6(1) RPU, l'OEB rejette la demande d'effet unitaire (règle 7(2) RPU). Il invite toutefois auparavant le titulaire du brevet à prendre position au moins une fois, conformément à <u>l'article 113(1) CBE</u>, qui est applicable en vertu de la règle 20(1) RPU.

Règle 5(2) RPU Règle 6(1) RPU Règle 7(2) RPU Règle 20(1) RPU Article 113(1) CBE



## V. Dépôt de pièces autres que la demande d'effet unitaire

- Dès lors qu'une demande d'effet unitaire a été présentée, les autres pièces requises pour la procédure d'obtention d'un brevet unitaire ou relatives à des brevets pour lesquels l'effet unitaire est déjà inscrit peuvent être déposées auprès de l'OEB à Munich, La Haye ou Berlin, soit sous forme électronique, à l'aide d'une des options de dépôt en ligne offertes par l'OEB, soit par remise directe, soit encore par un service postal.
- L'OEB fournit des formulaires servant soit d'accusé de réception prérempli (formulaire 7037), soit de lettre accompagnant les pièces produites ultérieurement (formulaire 7038). Les pièces (autres que les pouvoirs) peuvent également être déposées par télécopie. Il n'est pas possible de déposer des pièces par courrier électronique, sur disquette, par télétex, télégramme, télex ni par tout autre moyen similaire.

À l'exception des annexes, les pièces produites après la présentation de la demande d'effet unitaire doivent être **dûment signées**. Le nom et la fonction du signataire doivent pouvoir être déterminés sans ambiguïté d'après la signature. Si une pièce n'est pas signée, l'OEB invite l'intéressé à apposer une signature dans un délai qu'il lui impartit. Si la pièce est signée dans les délais, elle garde le bénéfice de sa date de réception. Dans le cas contraire, elle est réputée n'avoir pas été reçue (règle 50(3) CBE, qui est applicable conformément à la règle 20(2)c) RPU).

Règle 20(2)c) RPU Règle 50(3) CBE

#### Accusé de réception

L'OEB accuse réception de pièces produites ultérieurement en utilisant les formulaires prévus à cet effet et dûment remplis (formulaires 7037 et 7038 de l'OEB). En cas de dépôt électronique, un accusé de réception est produit automatiquement.

#### C. SYSTÈME DE COMPENSATION

#### I. Conditions d'obtention et procédure

Sous certaines conditions, les titulaires de brevets européens à effet unitaire pour lesquels la demande de brevet européen a été déposée dans une langue officielle de l'UE autre que l'allemand, l'anglais ou le français ont droit à une compensation des coûts de traduction.

Article 9(1)f) du règlement (UE) n° 1257/2012 Article 5 du règlement (UE) n° 1260/2012 Règle 8 RPU

Pour avoir droit à cette compensation, ils doivent avoir leur **domicile ou leur siège dans un État membre de l'UE.** Cet État membre ne doit pas nécessairement participer au système du brevet unitaire. De plus, ils doivent être une personne physique ou l'une des entités suivantes :

Règle 8(1) RPU Règle 8(2) RPU

- petites et moyennes entreprises telles que définies dans la recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 6 mai 2003 ; ou
- organisations sans but lucratif, telles que définies à l'article 2, paragraphe 1(14) du règlement (UE) n° 1290/2013, ou
- universités ou organismes de recherche publics.
- Les universités et les organismes de recherche publics ne sont pas définis expressément dans la législation de l'UE, mais le Communiqué de l'OEB en date du 10 janvier 2014 (JO OEB 2014, A23) définit ces entités et précise la définition des PME ainsi que des organisations sans but lucratif.

JO OEB 2014, A23

La compensation n'est accordée que sur requête expresse du titulaire du brevet. La demande de compensation doit être présentée en même temps que la demande d'effet unitaire. Elle doit contenir une déclaration selon laquelle le titulaire du brevet européen est une personne physique ou l'une des entités précitées. Tant le formulaire 7000 que les différentes options disponibles en ligne pour présenter une demande d'effet unitaire comportent une case concernant la déclaration, afin de faciliter la demande de compensation.

Règle 9 RPU

79 Si la demande de compensation est présentée par la même entité que celle ayant déposé la demande de brevet européen, les critères susmentionnés d'obtention de la compensation doivent être remplis au moment du dépôt de la demande de brevet européen.

Article 5 du règlement (UE) n° 1260/2012 considérant 10 du règlement (UE) n° 1260/2012 Règle 8(4) RPU

Si la demande de brevet ou le brevet européen a été transféré avant la demande de compensation (par exemple suite à une cession du titre ou une fusion de l'entité dans une autre entité), la compensation sera accordée seulement si à la fois le demandeur initial et le nouveau titulaire du brevet (dans le cas de ce dernier, au moment où il demandera la compensation) répondent aux critères d'attribution précités (cf. règle 8(4) RPU).

Règle 8(3) RPU

En cas de pluralité de titulaires, la compensation ne sera accordée que si chaque titulaire remplit les conditions d'attribution précitées (règle 8(3) RPU).

Le système de compensation s'applique non seulement aux demandes de brevet qui ont été déposées auprès de l'OEB sous forme de demandes européennes directes, mais aussi aux demandes euro-PCT qui ont été déposées initialement auprès d'un office récepteur PCT ou du Bureau international dans une langue officielle de l'UE autre que l'une des langues officielles de l'OEB (cf. règle 8(5) RPU).

Règle 8(5) RPU

L'OEB examinera la demande de compensation et informera le titulaire du brevet s'il peut lui être fait droit. L'OEB ne pourra verser la compensation que lorsque l'effet unitaire aura été inscrit au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet (règle 10(1) RPU). Une fois cette compensation attribuée, celle-ci sera acquise au titulaire indépendamment d'un éventuel changement ultérieur de son statut, notamment s'il ne répond plus aux critères de la définition d'une PME, ou si le brevet unitaire fait l'objet d'une cession de droits à un nouveau titulaire ne répondant pas aux critères précités (cf. règle 10(2) RPU).

Règle 10(1) RPU Règle 10(2) RPU

La compensation s'élève à 500 EUR et est versée sous la forme d'une somme forfaitaire (cf. <u>règle 11 RPU</u> ensemble l'<u>article 4(1) RRT-PBU</u>). Elle peut s'ajouter à la réduction de la taxe de dépôt ou d'examen prévue par la CBE (cf. <u>règle 6(3)</u> à <u>6(7) CBE</u>).

Règle 11 RPU Article 4(1) RRT-PBU

#### II. Fausse déclaration

Si l'OEB a des doutes sérieux concernant l'exactitude de la déclaration déposée lors de la demande de compensation (notamment compte tenu d'informations fournies par une tierce personne), il peut réexaminer l'attribution de cette compensation et exiger du bénéficiaire qu'il fournisse des preuves sur le respect des exigences concernant son statut. Une procédure contradictoire peut alors être engagée conformément aux articles 113(1) et 114 CBE (cf. règle 10(3) RPU).

Règle 10(3) RPU Articles 113(1) CBE Article 114 CBE

Si, à l'issue de cette procédure, l'OEB estime encore qu'une fausse déclaration a été faite, il est alors notifié au titulaire du brevet ayant bénéficié de l'attribution de cette compensation, conformément à la règle 10(4) RPU, que l'OEB révise sa décision d'attribution. Cette révision s'accompagne d'une sanction de paiement d'une surtaxe qui devra être acquittée avec la prochaine taxe de maintien en vigueur du brevet unitaire en question. Cette surtaxe est égale au montant de la compensation versée par l'OEB, auquel s'ajoute une taxe d'administration qui équivaut à 50 % du montant de la compensation (cf. article 4(2) RRT-PBU). Si cette surtaxe n'est pas payée en temps voulu, le brevet unitaire s'éteindra conformément à la règle 14 RPU.

Règle 10(4) RPU Règle 14 RPU Article 4(2) RRT-PBU

# D. TAXES ANNUELLES DUES AU TITRE DES BREVETS UNITAIRES

#### I. Introduction

Les taxes annuelles dues au titre des brevets unitaires et les surtaxes en cas de paiement tardif sont payées à l'OEB. Ces taxes doivent être acquittées pour les années qui suivent celle durant laquelle a été publiée, au Bulletin européen des brevets, la mention de la délivrance du brevet européen auquel est conféré un effet unitaire (cf. règle 13(1) RPU). Des précisions sur le montant des taxes annuelles et sur les modalités de paiement figurent respectivement au point 38 et au point 138.

Règle 13(1) RPU

La date d'échéance des taxes annuelles dues au titre des brevets unitaires est alignée sur le système en vigueur pour les demandes de brevet européen en vertu de la <u>règle 51(1) CBE</u>: la taxe annuelle due au titre de l'année à venir pour un brevet unitaire vient à échéance le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt de la demande de brevet européen qui a donné lieu au brevet unitaire. La taxe annuelle ne peut être valablement acquittée plus de trois mois avant son échéance (<u>règle 13(2) RPU</u>).

Règle 13(2) RPU Règle 51(1) CBE

## II. Délai supplémentaire de six mois pour acquitter les taxes annuelles

Si une taxe annuelle n'est pas acquittée dans les délais, elle peut encore être acquittée dans un délai de six mois à compter de l'échéance, sous réserve du paiement d'une surtaxe dans ce délai (règle 13(3) RPU). Cette disposition est identique à la disposition correspondante de la CBE, à savoir la règle 51(2) CBE. Le montant de la surtaxe est fixé à l'article 2(1), point 2 RRT-PBU : il s'élève à 50 % de la taxe annuelle payée en retard. Si une taxe annuelle est réduite conformément à l'article 3 RRT-PBU (licence de droit), la surtaxe de 50 % est calculée sur la base du montant réduit de la taxe annuelle.

Règle 12 RPU Règle 13(3) RPU Article 3 RRT-PBU Article 2(1), point 2 RRT-PBU

- Conformément à la pratique suivie actuellement pour les taxes annuelles à acquitter au titre d'une demande de brevet européen en application de <u>l'article 86 CBE</u>, si une taxe annuelle due au titre d'un brevet unitaire n'est pas payée dans les délais, l'OEB informera dès que possible de sa propre initiative le titulaire du brevet unitaire qu'il peut régler la taxe, ainsi qu'une surtaxe dans un délai de six mois à compter de l'échéance. Cependant, ce délai de six mois commencera à courir immédiatement à partir de l'échéance.
- Si la taxe annuelle n'est pas acquittée dans ce délai supplémentaire de six mois, l'OEB émettra une notification au titre de la <u>règle 112(1) CBE</u> (qui est applicable en vertu de la <u>règle 20(2)d) RPU</u>) pour informer le titulaire du brevet unitaire de la perte d'un droit. Cette notification ne constitue pas une décision au sens de <u>l'article 32(1)i) AJUB</u>, et elle ne peut donc pas faire l'objet d'une action devant la JUB.

Règle 20(2)d) RPU Règle 112(1) CBE Il peut être remédié au non-paiement de la taxe annuelle dans le délai supplémentaire de six mois en requérant la restitutio in integrum au titre de la <u>règle 22 RPU</u>. Si les conclusions de l'OEB à l'origine de la perte du droit sont inexactes, un réexamen peut être demandé en requérant une décision au titre de la <u>règle 112(2) CBE</u> (qui s'applique en vertu de la <u>règle 20(2)d) RPU</u>). Cette décision peut alors faire l'objet d'une action devant la JUB.

Règle 20(2)d) RPU Règle 22 RPU Règle 112(2) CBE

et 134 CBE (cf. règle 20(2)g) RPU), suivant la pratique actuelle de l'OEB. Si l'échéance correspond à une date à laquelle l'OEB ne peut recevoir de courrier au sens de la règle 134(1) CBE (qui est applicable en vertu de la règle 20(2)g) RPU), l'échéance à proprement parler ne change pas, puisqu'elle ne constitue pas un délai pouvant être prorogé. En revanche, le dernier jour auquel le paiement peut être valablement effectué est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Règle 20(2)g) RPU Règle 131 CBE Règle 134 CBE

De plus, le délai supplémentaire de six mois prévu à la <u>règle 13(3) RPU</u> commence à courir le dernier jour du mois visé à la <u>règle 13(2) RPU</u>, même si l'OEB ne peut recevoir de courrier ce jour-là en raison de jours fériés, d'une interruption du service du courrier ou d'une grève.

Cependant, la <u>règle 134(1) CBE</u> s'applique à l'expiration du délai supplémentaire de six mois, en conséquence de quoi le dernier jour auquel le paiement peut être valablement effectué est encore reporté au premier jour ouvrable suivant (cf. règle 20(2)g) RPU).

Règle 20(2)g) RPU Règle 131 CBE Règle 134 CBE

Pour calculer le délai supplémentaire prévu à la <u>règle 13(3) RPU</u>, il convient d'appliquer le règlement intérieur de l'OEB, tel qu'établi par la décision <u>J 4/91</u> de la chambre de recours juridique (cf. JO OEB 1992, 402). Il s'ensuit que le délai de six mois prévu pour le paiement d'une taxe annuelle assortie d'une surtaxe expire le dernier jour du sixième mois suivant l'échéance (à la lumière de la <u>règle 13(2) RPU</u>), et non le jour, au cours de ce même mois, qui correspond, par son quantième, à l'échéance. Par conséquent, le délai est calculé à partir du dernier jour d'un mois jusqu'au dernier jour du sixième mois suivant (par exemple, si l'échéance est le 28 février, la fin du délai de six mois sera le 31 août, et non le 28 août).

Règle 20(2)g) RPU JO OEB 1992, 402 Règle 131 CBE Règle 134 CBE

Si la taxe annuelle et, le cas échéant, la surtaxe ne sont pas payées, le brevet unitaire s'éteint (<u>règle 14(1)b) RPU</u>). Dans ce cas, l'extinction est réputée s'être produite à l'échéance de la taxe annuelle (<u>règle 14(2) RPU</u>).

Règle 14(1)b) RPU Règle 14(2) RPU

#### III. Spécificités concernant les premières taxes annuelles

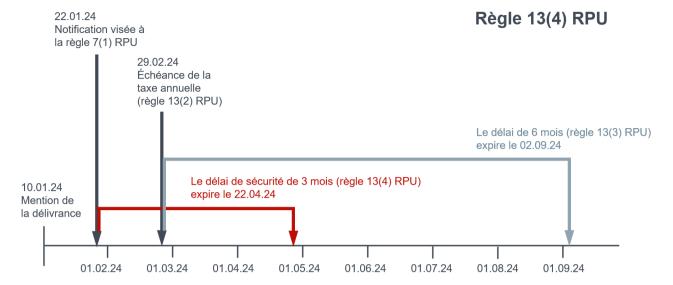
#### Délai de sécurité de trois mois prévu à la règle 13(4) RPU

Si une taxe annuelle due au titre d'un brevet unitaire vient à échéance dans les trois mois à compter de la signification de la notification visée à la règle 7(1) RPU (c'est-à-dire celle notifiant la date d'inscription de l'effet unitaire au demandeur), elle peut encore être acquittée dans ce délai de trois mois, sans la surtaxe prévue à la règle 13(3) RPU (cf. règle 13(4) RPU).

Règle 13(4) RPU

Le point de départ du délai supplémentaire de six mois visé à la règle 13(3) RPU n'est en rien touché, puisque le délai commence à courir à l'échéance. Cependant, il découle de la règle 13(4) RPU qu'il

ne doit pas être acquitté de surtaxe au titre de la <u>règle 13(3) RPU</u> si la taxe annuelle est acquittée dans le délai de sécurité de trois mois.



## Taxe annuelle venant à échéance entre la délivrance du brevet européen et l'inscription de l'effet unitaire (règle 13(5) RPU)

99 Il peut arriver qu'une taxe annuelle vienne à échéance après la date à laquelle la mention de la délivrance du brevet européen a été publiée au Bulletin européen des brevets, mais avant la date d'inscription de l'effet unitaire par l'OEB ou à cette date.

Règle 13(5) RPU

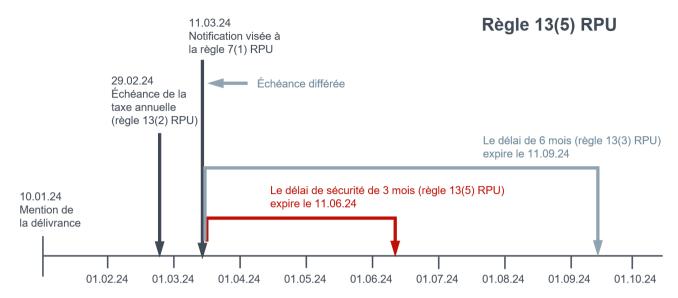
Lorsque l'OEB signifie finalement au titulaire du brevet la décision d'inscrire l'effet unitaire, le brevet unitaire prend effet à la date à laquelle la mention de la délivrance du brevet européen a été publiée au Bulletin européen des brevets, conformément à <u>l'article 4(1) du</u> règlement (UE) n° 1257/2012. Article 4(1) du règlement (UE) n° 1257/2012

Compte tenu de cet effet rétroactif (cf. considérant n° 8 du règlement (UE) n° 1257/2012), des taxes annuelles peuvent être venues à échéance au cours de la période débutant à la date à laquelle la mention de la délivrance du brevet européen a été publiée au Bulletin européen des brevets, et allant jusqu'à la date incluse à laquelle est signifiée la notification visée à la règle 7(1) RPU.

Considérant 8 du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 7(1) RPU Règle 13(3) RPU Règle 13(5) RPU

Dans ce cas, conformément à la <u>règle 13(5) RPU</u>, les taxes annuelles sont dues à la date de la signification et peuvent être acquittées sans surtaxe dans un délai de trois mois à compter de cette signification. En l'absence de paiement dans ce délai de trois mois, la <u>règle 13(3) RPU</u> est applicable, ce qui signifie que les taxes annuelles peuvent encore

être payées avec une surtaxe dans un délai de six mois à compter de la date de la signification de la notification visée à la <u>règle 7(1) RPU</u>.



#### E. PUBLICATIONS ET INSPECTION PUBLIQUE

#### I. Registre de la protection unitaire conférée par un brevet

103 Les États membres participants ont confié des tâches supplémentaires à l'OEB, qui les exécute en conformité avec son "règlement intérieur". Les tâches confiées en vertu de l'article 9(1)b) du règlement (UE) n° 1257/2012 consistent à insérer le Registre de la protection unitaire conférée par un brevet dans le Registre européen des brevets et à le aérer.

Article 9(1)b) du règlement (UE) n° 1257/2012

104 L'article 2 e) du règlement susmentionné dispose qu'on entend par "registre de la protection unitaire conférée par un brevet, le registre faisant partie du registre européen des brevets dans leguel sont enregistrés l'effet unitaire ainsi que toute limitation, toute licence, tout transfert, toute révocation ou extinction des brevets européens à effet unitaire".

Article 2 e) du règlement (UE) n° 1257/2012

105 Conformément à ces dispositions, il a été établi un Registre de la protection unitaire conférée par un brevet, qui fait partie intégrante tout en constituant une section particulière - du Registre européen des brevets déjà tenu par l'OEB en vertu de l'article 127 CBE (cf. règle 15 RPU). Pour des raisons de sécurité juridique et de transparence envers les utilisateurs, le Registre de la protection unitaire conférée par un brevet a la même structure et les mêmes fonctions de base que le Registre européen des brevets.

Règle 15 RPU

Le Registre de la protection unitaire conférée par un brevet comprend 106 toutes les inscriptions qui sont expressément prévues, mais dont la liste n'est pas exhaustive, dans le règlement (UE) n° 1257/2012, en particulier le fait que l'effet unitaire a été inscrit, ainsi que la date de l'inscription.

Le Registre de la protection unitaire conférée par un brevet contient Règle 16(1) RPU des informations de procédure, telles que la date de la présentation de

107 la demande d'effet unitaire pour le brevet européen, les États membres participants dans lesquels le brevet unitaire produit l'effet unitaire conformément à l'article 18(2) du règlement (UE) n° 1257/2012, et la date du dépôt et, le cas échéant, du retrait d'une déclaration relative à des licences de droit. Il contient également les informations concernant le paiement des taxes annuelles dues au titre des brevets unitaires et les informations relatives aux décisions rendues par la JUB concernant la validité de brevets unitaires. Ces mentions inscrites au Registre sont précisées à la règle 16(1) RPU.

#### II. Bulletin européen des brevets

108 Le Bulletin européen des brevets visé à l'article 129 a) CBE contiendra, dans une rubrique spéciale, les indications dont la publication est prescrite par le RPU, le président du Comité restreint ou le Président de l'OEB.

Règle 17(1) RPU

#### III. Journal officiel de l'OEB

Toutes les dispositions relatives au brevet unitaire, par exemple les communications, les décisions et les informations d'ordre général, seront publiées dans une rubrique spéciale du Journal officiel de l'OEB. Toutes autres informations relatives à la mise en œuvre de la protection unitaire conférée par un brevet y seront également publiées (cf. règle 17 RPU).

Règle 17(2) RPU

## IV. Inspection publique et communication d'informations contenues dans les dossiers

Les dossiers de brevets européens à effet unitaire sont ouverts à l'inspection publique en ligne sur le <u>site Internet de l'OEB</u>, à la rubrique "Registre européen des brevets" (section "Brevet unitaire", rubrique "UP Tous les documents"). Il est procédé, sur requête, et moyennant le paiement d'une taxe, à l'inspection publique en délivrant des copies des pièces du dossier.

Règle 20(1) RPU Règle 20(2)j) RPU Article 128(4) CBE Règles 144 à 147 CBE

## V. Pas de documents brevets supplémentaires pour les brevets unitaires

111 En dehors du fascicule de brevet européen publié par l'OEB conformément à la CBE, aucun autre document n'est publié pour un brevet unitaire. Un certificat est envoyé au titulaire du brevet unitaire après l'inscription de l'effet unitaire. De plus, un identifiant spécifique (identifiant "C0") est attribué aux brevets unitaires dans le Registre de la protection unitaire conférée par un brevet, le Bulletin européen des brevets, et dans les ensembles de données fournis par l'OEB. Cela facilitera leur identification dans les produits et services d'information brevets de l'OEB, tels que Espacenet et Global Patent Index.

# F. COMMENT INSCRIRE DES TRANSFERTS, DES LICENCES AINSI QUE D'AUTRES DROITS ET DÉPOSER DES DÉCLARATIONS RELATIVES À DES LICENCES DE DROIT

Les <u>règles 22</u> à <u>24 CBE</u> sont applicables aux mentions inscrites au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet, à savoir aux transferts, aux licences, aux autres droits, ainsi qu'à d'éventuelles mesures d'exécution forcée (cf. <u>règle 20(2)b) RPU</u> ensemble la <u>règle 16(1)j) RPU</u>). Cela signifie que les mêmes règles s'appliquent pour les inscriptions au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet que pour les inscriptions relatives aux demandes de brevet européen.

Règle 16(1)j) RPU Règle 20(2)b) RPU Règles 22 à 24 CBE

Tous les types de droits nationaux et de mesures d'exécution forcée peuvent être inscrits au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet.

#### I. Transferts

Un brevet unitaire ne peut être transféré qu'à l'égard de tous les États membres participants (article 3(2) du règlement (UE) n° 1257/2012). Le transfert d'un brevet unitaire est inscrit au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet à la requête de toute partie intéressée, sur production auprès de l'OEB de documents prouvant ce transfert. La requête n'est réputée présentée qu'après le paiement de la taxe d'administration prescrite (règle 22(1) et (2) CBE ensemble l'article 5 RRT-PBU).

Article 3(2) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 20(2)b) RPU Règle 22(1) et (2) CBE Article 5 RRT-PBU

Toute pièce écrite de nature à prouver le transfert peut être produite. Il peut s'agir de justificatifs formels comme l'acte de transfert proprement dit (original ou copie) ou d'autres documents officiels ou des extraits de ces derniers, à condition qu'ils attestent d'emblée le transfert. Si la pièce écrite n'est pas rédigée dans l'une des trois langues officielles de l'OEB, l'OEB peut exiger une traduction certifiée dans l'une de ces langues. Une déclaration signée par les deux parties contractuelles et attestant le transfert est également suffisante.

Règles 3(3) et 5 CBE

116 Les documents de cession déposés sous forme électronique peuvent comporter une signature électronique qualifiée au lieu d'une signature manuscrite. Lorsqu'un document est signé au nom d'une personne morale, seules sont habilitées à signer les personnes auxquelles cette qualité est reconnue en vertu de la loi, du statut de la personne morale concernée, ou d'un mandat spécial. Dans tous les cas, il convient de donner une indication de l'habilitation du signataire à signer, par exemple son poste au sein de l'entité juridique lorsque l'habilitation à signer découle directement d'un tel poste. Lorsque l'habilitation résulte d'un pouvoir spécial, il convient de toujours produire ce pouvoir (ou une copie de ce pouvoir, laquelle n'a pas besoin d'être certifiée conforme). En règle générale, un pouvoir au sens de la règle 152 CBE autorisant un mandataire à représenter une partie dans une procédure devant l'OEB, qu'il s'agisse d'un pouvoir particulier ou général, n'est pas considéré en tant que tel comme habilitant le mandataire à conclure un tel contrat.

JO OEB 2021, A86

Si la preuve produite n'est pas jugée suffisante, l'OEB en informe la partie demandant le transfert et l'invite à remédier aux irrégularités constatées. Si la requête satisfait aux conditions de la <u>règle 22(1) CBE</u>, le transfert est inscrit avec la date à laquelle l'OEB a reçu la requête, la preuve requise ou la taxe, la date la plus récente étant applicable.

Règle 22(1) CBE

## II. Licences, autres droits et éventuelles mesures d'exécution forcée

Un brevet unitaire peut faire l'objet d'un contrat de licence pour tout ou partie des territoires des États membres participants (article 3(2) du règlement (UE) n° 1257/2012). Il peut, à l'égard de tous les États membres participants, donner lieu à la constitution de droits réels et peut faire l'objet d'une exécution forcée. Les brevets unitaires peuvent aussi être soumis à une licence obligatoire (considérant n° 10 du règlement (UE) n° 1257/2012). La règle 22(1) et (2) CBE s'applique également à l'inscription de la concession, de la constitution ou du transfert de ces droits, ainsi que de toute mesure d'exécution forcée sur un brevet unitaire (cf. règle 23(1) CBE).

Articles 3(2) du règlement (UE) n° 1257/2012 considérant 10 du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 20(2)b) RPU Règle 23(1) CBE

Une licence sera inscrite au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet en tant que licence exclusive si le demandeur et le licencié le requièrent. Une licence est inscrite en tant que sous-licence lorsqu'elle est concédée par le titulaire d'une licence inscrite au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet (cf. règle 24 CBE).

Règle 24 CBE

120 Concernant le degré de preuve s'appliquant à l'inscription de licences et d'autres droits et de toute mesure d'exécution forcée, voir le point 115.

Règle 23(2) CBE

Sur requête et sous réserve du paiement de la taxe d'administration prescrite, l'inscription d'une licence ou d'autres droits est radiée sur présentation de documents prouvant à l'OEB que le droit s'est éteint ou a été déclaré non valable, ou d'une déclaration du titulaire du droit par laquelle il consent à la radiation (règle 23(2) CBE).

Article 9(1)c) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 16(1)k) RPU

L'OEB a été chargé de recevoir les engagements en matière d'octroi de licences souscrits devant les organismes internationaux de normalisation par le titulaire du brevet européen à effet unitaire (article 9(1)c) du règlement (UE) n° 1257/2012 et règle 16(1)k) RPU). Il est recommandé d'utiliser le **formulaire 7005**, disponible sur le site Internet de l'OEB, pour demander l'enregistrement de tels engagements en matière d'octroi de licences.

#### III. Déclaration relative à des licences de droit

Le titulaire d'un brevet unitaire peut déposer une déclaration devant l'OEB selon laquelle il est prêt à autoriser quiconque à utiliser son invention, en tant que licencié, contre paiement d'une compensation adéquate (article 8(1) du règlement (UE) n° 1257/2012 et règle 12(1) RPU). Une licence délivrée en vertu du système de licences de droit est assimilée à une licence contractuelle (article 8(2) du règlement (UE) n° 1257/2012). La déclaration est inscrite gratuitement au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet.

Article 8 du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 12(1) RPU 124 Cette déclaration doit être déposée devant l'OEB de préférence à l'aide du **formulaire 7001** prévu à cet effet. Une déclaration ne peut être déposée dès lors qu'une licence exclusive est inscrite au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet, ou qu'une demande d'inscription d'une telle licence est en instance devant l'OEB (règle 12(3) RPU).

Règle 12(3) RPU

Les taxes annuelles dues au titre d'un brevet unitaire après réception d'une déclaration visée à la <u>règle 12(1) RPU</u> sont **réduites de 15 %** (cf. <u>article 3 RRT-PBU</u>). Toute surtaxe exigible en cas de paiement tardif d'une taxe annuelle (<u>règle 13(3) RPU</u> et <u>article 2(1)</u>, <u>point 2 RRT-PBU</u>) sera calculée sur la base de la taxe annuelle réduite.

Règle 12(1) RPU Article 3 RRT-PBU

La déclaration peut être retirée à tout moment par le titulaire du brevet sur avis écrit adressé à l'OEB. Cependant, ce retrait ne prend effet que lorsque le montant de la réduction des taxes annuelles est versé à l'OEB (règle 12(2) RPU). Le retrait doit, de préférence, être effectué à l'aide du **formulaire 7002** de l'OEB prévu à cet effet.

Règle 12(2) RPU

127 Il convient de noter qu'après le dépôt d'une déclaration relative à une licence de droit, une demande d'inscription d'une licence exclusive au Registre de la protection unitaire conférée par un brevet est irrecevable, à moins que la déclaration ne soit retirée (règle 12(4) RPU).

Règle 12(4) RPU

## G. AUTRES QUESTIONS DE PROCÉDURE : RÉGIME LINGUISTIQUE, REPRÉSENTATION ET PAIEMENT DES TAXES

#### I. Régime linguistique

L'article 14(1) CBE dispose que les langues officielles de l'OEB sont l'allemand, l'anglais et le français. L'expression "langue de la procédure" est, quant à elle, définie à <u>l'article 14(3) CBE</u>. Ces deux dispositions sont applicables conformément à la <u>règle 20(1) RPU</u>. Cependant, contrairement au régime linguistique normal découlant de la CBE, selon lequel l'une des trois langues officielles de l'OEB peut être utilisée dans toute procédure écrite (cf. <u>règle 3(1) CBE</u>), les demandes d'effet unitaire doivent être présentées dans la langue de la procédure (cf. <u>article 9(1)g) du règlement (UE) n° 1257/2012</u> et <u>règle 6(2) RPU</u>) (cf. également point 62). Cette exception est traitée à la <u>règle 20(2)a) RPU</u>, qui énonce que sauf s'il en est disposé autrement, la <u>règle 3(1)</u>, première phrase CBE et la <u>règle 3(3) CBE</u> sont applicables.

Article 9(1)g) du règlement (UE) n° 1257/2012 Règle 6(2) RPU Règle 20(1) RPU Règle 20(2)a) RPU Article 14(1) CBE Article 14(3) CBE

- Cela signifie que, dans la procédure écrite devant l'OEB, les parties peuvent utiliser l'une des langues officielles de l'OEB, sauf pour la demande d'effet unitaire proprement dite, qui doit être présentée dans la langue de la procédure. Il vous est donc vivement recommandé d'utiliser l'une des options de dépôt en ligne fournies par l'OEB, ou le formulaire 7000 trilingue de l'OEB, pour demander l'effet unitaire, afin de vous assurer que vous utilisez la langue de la procédure.
- Les dispositions de la CBE qui permettent de déposer, dans une langue non officielle autorisée, des pièces devant être produites dans un délai déterminé, pour autant qu'une traduction soit fournie dans un délai d'un mois (article 14(4) CBE, règle 3(1), deuxième phrase CBE et règle 6(2) CBE), ne sont pas applicables. Par conséquent, il n'est pas possible de déposer par exemple une requête en restitutio in integrum en vertu de la règle 22 RPU dans une langue non officielle autorisée et de produire ensuite une traduction dans un délai d'un mois.

Règle 20 RPU

#### II. Représentation devant l'OEB

Le régime applicable à la représentation est le même qu'en vertu de la CBE. Si le titulaire du brevet a son domicile ou son siège dans un État partie à la CBE, il peut agir lui-même dans les procédures devant l'OEB en ce qui concerne le brevet unitaire.

Article 133 CBE

Si le titulaire du brevet n'a ni domicile ni siège dans un État partie à la CBE, il doit être représenté par un mandataire, et agir par son entremise, dans toute procédure devant l'OEB relative au brevet unitaire, y compris pour demander un effet unitaire (cf. règle 20(1), (2)I) et (3) RPU). Il n'est toutefois pas obligatoire d'être représenté pour acquitter des taxes (article 6 RRT-PBU).

Règle 20(1) RPU Règle 20(2)I) RPU Règle 20(3) RPU Article 6 RRT-PBU

- Pour être habilités à assurer la représentation, les mandataires doivent avoir soit un pouvoir particulier, soit un pouvoir général. Un pouvoir spécifique est nécessaire pour toutes les procédures relatives à un brevet unitaire. Ainsi, un pouvoir pour toutes les procédures instituées par la CBE ne couvre pas les procédures relatives à un brevet unitaire. Par conséquent, une case distincte a été ajoutée aux formulaires 1003 (pouvoir particulier) et 1004 (pouvoir général) qui peut être utilisée pour donner un pouvoir couvrant toutes les procédures relatives à un brevet unitaire. De plus, les nouveaux formulaires 7003 et 7004 prévoient respectivement un pouvoir particulier et un pouvoir général dans le cas précis d'un brevet unitaire. Lors du dépôt du formulaire 7000 (demande d'effet unitaire), il est possible de renvoyer simplement à un pouvoir particulier ou général déposé antérieurement, s'il couvre aussi les procédures relatives au brevet unitaire.
- 134 La publication "Comment obtenir un brevet européen Guide du déposant" fournit de plus amples informations sur la représentation devant l'OEB.

## III. Montant des taxes, modalités de paiement et remboursements

- Le montant des taxes, les modalités de leur paiement ainsi que la date à laquelle le paiement est réputé effectué pour les brevets unitaires sont régis par le règlement relatif aux taxes pour la protection unitaire (RRT-PBU).
- 136 Les principales taxes prévues par le RRT-PBU sont :
  - les taxes annuelles (article 2(1), point 1 RRT-PBU),
  - la surtaxe pour retard de paiement d'une taxe annuelle (article 2(1), point 2 RRT-PBU),
  - la taxe de restitutio in integrum (article 2(2) RRT-PBU), et
  - les taxes, redevances et tarifs fixés par le Président de l'OEB, tels que les taxes d'inscription des transferts, des licences et d'autres droits (article 5 RRT-PBU).
- 137 Le RRT-PBU prévoit une réduction de 15 % des taxes annuelles si le titulaire du brevet dépose une déclaration accordant une licence de droit (article 3 RRT-PBU). Il fixe également le montant de la somme forfaitaire, octroyée comme compensation des coûts de traduction, et de la taxe d'administration exigible si l'OEB constate que la compensation a été accordée sur la base d'une déclaration inexacte (article 4 RRT-PBU).

Article 3 RRT-PBU Article 4 RRT-PBU

Les taxes, qui doivent être payées en euros, peuvent être acquittées à l'OEB en ligne par ordre de débit d'un compte courant auprès de l'OEB dans le paiement des taxes en ligne, en utilisant les fonctionnalités de paiement des services de dépôt en ligne, ou en ayant recours au paiement centralisé des taxes qui vous permet également de payer par carte de crédit avec effet immédiat ou d'utiliser la fonctionnalité du virement bancaire. Pour plus d'informations, veuillez consulter le <u>site</u> <u>Internet de l'OEB</u>.

Article 6 RRT-PBU

- L'OEB rembourse les taxes sur tout compte courant indiqué par la partie à une procédure dans ses instructions de remboursement. Les parties peuvent donc indiquer également un compte courant détenu par un tiers. Si aucune instruction de remboursement n'a été présentée et qu'aucun compte courant n'est détenu auprès de l'OEB, tout remboursement en attente ou, le cas échéant, la compensation, peut être demandé en ligne et crédité sur requête sur un compte bancaire. Si l'OEB ne peut pas effectuer de remboursement sur un compte courant détenu auprès de lui, il invitera la partie à la procédure à demander le remboursement via son site Internet, conformément à sa pratique habituelle.
- De plus, il convient de noter qu'en vertu du RRT-PBU, certaines dispositions procédurales essentielles du <u>règlement relatif aux taxes</u> au titre de la CBE, à savoir les <u>articles 4</u> à <u>8</u> et les <u>articles 12</u> et <u>13</u> (exigibilité des taxes, paiement des taxes, données concernant le paiement, date à laquelle le paiement est réputé effectué, paiement insuffisant du montant de la taxe), sont applicables au brevet unitaire. Cela signifie notamment que les paiements peuvent être effectués par toute personne, y compris par celles tenues d'être représentées.

Articles 4 à 8, 12 et 13 RRT

- L'avis concernant le paiement des taxes publié périodiquement au Journal officiel permet de prendre note des derniers textes en vigueur en matière de taxes, ainsi que de toute modification éventuelle apportée aux informations figurant dans le présent guide. Il est conseillé de vérifier les dernières informations concernant le paiement des taxes sur le <u>site Internet de l'OEB</u> et auprès du Bureau clientèle de l'OEB.
- La publication de l'OEB "Comment obtenir un brevet européen Guide du déposant" fournit des recommandations générales concernant le paiement des taxes à l'OEB.

## H. VOIES DE RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS DE L'OEB : LE RÔLE DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET

#### I. Introduction

Les actions contre les décisions prises par l'OEB dans l'exercice des tâches administratives liées au brevet unitaire qui lui sont confiées en vertu de <u>l'article 9 du règlement (UE) n° 1257/2012</u> doivent être portées devant le greffe de la **juridiction unifiée du brevet** (JUB) (cf. <u>article 32(1)i) AJUB</u>) dans un délai de deux mois à compter de la signification de la décision (cf. règle 88 du règlement de procédure de la JUB – ci-après dénommé "RP-JUB" – pour de plus amples informations concernant le dépôt d'une "requête en annulation ou en modification d'une décision de l'Office").

Article 32(1)i) AJUB Règle 88 RP-JUB Règle 20(1)f) RPU Règles 126 et 127 CBE

#### II. Révision préjudicielle par l'OEB

144 Si une requête en annulation ou en modification d'une décision de l'OEB lui est soumise, la JUB examine d'abord sa recevabilité. Si la requête est recevable, la JUB la transmet à l'OEB en vertu de la règle 90 d) RP-JUB.

Règle 90 d) RP-JUB

145 Si la JUB informe l'OEB qu'une requête en annulation ou en modification d'une décision de l'OEB est recevable et si l'OEB considère cette requête comme fondée.

Règle 24 RPU Règle 91 RP-JUB

- a) il rectifie la décision contestée conformément à la demande du requérant, et
- b) il informe la JUB que la décision a été rectifiée,

dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la requête a été reçue (cf. règle 24 RPU et règle 91 RP-JUB).

Lorsque la JUB est informée par l'OEB de la rectification de la décision contestée, elle informe le requérant de la clôture de l'action. Elle peut ordonner le remboursement partiel ou intégral de la taxe relative à l'action contre une décision de l'Office (cf. règle 91(2) RP-JUB).

Règle 91(2) RP-JUB

- III. Action accélérée contre une décision de l'OEB conformément à la règle 97 RP-JUB : requête en annulation d'une décision de l'OEB de rejet d'une demande d'effet unitaire
- Toute requête en annulation d'une décision de l'OEB de rejet d'une demande d'effet unitaire doit être déposée au greffe de la JUB, dans un délai de trois semaines à compter de la signification de la décision (cf. règle 97(1) RP-JUB). Une révision préjudicielle par l'OEB n'est pas possible (cf. règle 85(2) RP-JUB).

Règle 97(1) RP-JUB Règle 85(2) RP-JUB Règle 20(1)f) RPU Règles 126 et 127 CBE

#### **MESURES TRANSITOIRES**

L'effet unitaire peut être demandé pour tout brevet européen délivré à partir de la date d'application des <u>règlements (UE) n° 1257/2012</u> et <u>n° 1260/2012</u>, lesquels seront applicables à partir de la date d'entrée en vigueur de l'AJUB. L'OEB annoncera cette date sur son site Internet.

Article, 4(2), du règlement (UE), n° 1257/2012 Article, 5 du règlement (UE), n° 1257/2012

Pour faciliter le recours au brevet unitaire à un stade précoce, l'OEB prévoit deux *mesures transitoires*. Ces mesures s'appliquent aux demandes de brevet européen ayant atteint le stade final de la procédure de délivrance et seront disponibles avant la mise en œuvre du système du brevet unitaire, à partir de la date à laquelle la République fédérale d'Allemagne déposera son instrument de ratification de l'AJUB. Cette date se situe trois à quatre mois avant l'entrée en vigueur de l'AJUB et sera communiquée sur le site Internet de l'OEB. L'AJUB entrera en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant celui du dépôt de l'instrument de ratification par l'Allemagne en tant que troisième des trois États membres parties à l'AJUB dans lesquels le plus grand nombre de brevets européens produisent leurs effets (article 89(1) AJUB).

JO OEB 2022, A6

La première mesure offre aux demandeurs la possibilité de présenter des demandes d'effet unitaire avant même le lancement du système du brevet unitaire. Ces demandes d'effet unitaire anticipées permettent à l'OEB d'inscrire l'effet unitaire dès le lancement du système s'il est satisfait à toutes les conditions énoncées dans le RPU (pour plus d'informations, il convient de se reporter au communiqué pertinent de l'OEB, JO OEB 2022, A6).

JO OEB 2022, A4 et

La deuxième mesure donne au demandeur la possibilité de requérir le report de la décision de délivrer un brevet européen après que la notification établie par l'OEB au titre de la <u>règle 71(3) CBE</u> lui a été envoyée et avant qu'il n'ait donné son accord sur le texte dans lequel il est envisagé de délivrer le brevet. Une telle requête garantira que la mention de la délivrance du brevet européen est publiée au Bulletin européen des brevets à la date de la mise en œuvre du système du brevet unitaire ou immédiatement après. La protection par brevet unitaire sera dès lors possible sur la base d'un brevet européen qui aurait été sinon délivré avant le lancement du nouveau système (pour plus d'informations, voir la décision correspondante du Président et le communiqué y afférent de l'OEB, JO OEB 2022, A4 et JO OEB 2022, A5).

Des explications détaillées ainsi que des exemples illustrant ces deux mesures transitoires peuvent être consultés sur le site Internet de l'OEB.

Office européen des brevets Munich Allemagne © OEB 2022 ISBN 978-3-89605-294-0

Responsable du contenu Direction Affaires juridiques européennes et internationales, PCT (D 5.2.2)